Critique Sociale

numéro 21 - mai 2012

La lutte sociale auto-organisée, c'est maintenant !

6,4 millions de suffrages pour l'extrême-droite. Ce chiffre du premier tour de l'élection présidentielle est une alarme pour les travailleurs. Evidemment, il y a dans l'immédiat le soulagement du second tour qui a été marqué par la défaite de Sarkozy, surtout après la lamentable campagne de repli chauvin qu'il a commise, diffusant des contre-vérités, flattant les peurs et les préjugés. Mais que 16,8 millions d'électeurs aient voté pour lui au second tour après sa campagne xénophobe reste extrêmement inquiétant.



Pancarte lors d'une manifestation contre la réforme des retraites, octobre 2010.

Tout ces symptômes néfastes ne viennent pas de nulle part. On sait quels dégâts sont créés sur les individus par la violence du « monde du travail », c'est-à-dire la violence créée par le mode de production capitaliste (qui prend des formes très diverses, dont le chômage contraint). A cela s'ajoute

la violence des politiques menées, et la violence des mots employés par des politiciens pour stigmatiser les plus faibles. Tout cela a ses conséquences tragiques. L'organisation capitaliste du travail, les politiques d'individualisation à l'encontre du collectif, les attaques contre la solidarité, le chômage de masse qui persiste, sont créateurs de repli et de désespoir.
Il ne faudrait cependant pas se contenter d'explications simplistes. Le problème est complexe, et se retrouve malheureusement dans nombre d'autres pays. Certes, ce n'est pas nouveau que certains travailleurs se fassent abuser et votent pour leurs pires ennemis. Mais on peut constater un recul de la conscience de classe, qui est une cause de faiblesse et de dispersion.
Créer à la base du collectif, débattre, lutter ensemble, est absolument indispensable. Nous devons aussi opposer des arguments rationnels contre les amalgames et les divagations, rappeler les faits réels contre les préjugés et les mensonges, etc. Il faudra des années de travail pour remonter la pente : comprendre tous les tenants et aboutissants, lutter contre toutes les tendances au repli d'où qu'elles viennent, agir pour faire reculer la violence dans les faits et dans les têtes.

Il semble par ailleurs qu'il y ait assez peu d'illusions au sein des classes populaires sur le nouveau président François Hollande. Cela évitera au moins la désillusion devant ses reniements à venir. Mais tomber dans la résignation face à la crise capitaliste serait une défaite sans combat. Ne pas avoir confiance en ce président faussement de gauche, oui – mais pas pour perdre tout espoir ! Pour mettre notre confiance en nous-mêmes, en notre action autonome, en notre force si nous sommes unis en tant que classe sociale pour nos propres objectifs.

Le signal du changement viendra peut-être rapidement : la situation en Grèce, par exemple, est incertaine et l'on sent qu'il pourrait s'y produire rapidement le meilleur comme le pire. La lutte contre l'austérité capitaliste doit être menée sur une base internationale, pour pouvoir être victorieuse.
La lutte sociale auto-organisée à la base, c'est maintenant !

* * *

Et si on essayait plutôt la démocratie ?

La société actuelle souffre d'un immense déficit de démocratie. Les institutions ne sont pas véritablement démocratiques, et les décisions sont prises par des « représentants » professionnels qui sont coupés des classes populaires.
L'existence même du poste de « président » est un non-sens démocratique, qui crée quasiment une monarchie constitutionnelle à durée déterminée.

Nous ne devons pas perdre de vue les véritables enjeux politiques. Les hausses de salaire et les améliorations des conditions de travail et de vie ne s'obtiennent que quand les travailleurs sont forts, parce qu'unis. Les ennemis des travailleurs sont donc tous ceux qui veulent nous diviser et nous affaiblir : en premier lieu le patronat, la droite et l'extrême-droite.
L'élection de Hollande ne serait pas une victoire pour les travailleurs, mais une réélection de Sarkozy serait une vraie défaite : ce serait le feu vert à de nouvelles régressions pour les salariés, les chômeurs et les précaires, et à de nouveaux cadeaux pour la classe privilégiée. Le président sortant, qui avait promis d'être le « président de la hausse du pouvoir d'achat », a en fait été depuis 5 ans le président de la hausse du chômage et des inégalités. Finissons-en avec cet ennemi des travailleurs, et mettons fin à cette étouffante atmosphère de xénophobie. Il faut mettre un coup d'arrêt à cette politique qui nie les principes d'égalité et de solidarité, et qui divise les travailleurs de façon artificielle.

Mais plus largement, avant comme après l'élection présidentielle, et quel que soit l'élu, le plus important reste l'exercice de notre esprit critique, et la lutte pour des avancées sociales – et contre les reculs que l'on tente de nous imposer.
Pour en finir avec la société inégalitaire et aliénante dans laquelle nous vivons, nous pouvons inventer un monde solidaire et débarrassé de l'exploitation capitaliste. Cela sera possible en prenant en main nos propres affaires, en agissant par une véritable démocratie créée par tous à la base, dans nos quartiers, sur nos lieux de travail, hors des partis et des institutions qui nous gouvernent et nous dominent.
Débattons, unissons-nous, mobilisons-nous : c'est le seul moyen d'éviter des lendemains qui déchantent.

Tract diffusé par *Critique Sociale* en mars et avril 2012.

* * *

Le pouvoir aux travailleurs ?

La crise révèle le système capitaliste tel qu’il est vraiment. Les rapports de classes se montrent dans toute leur brutalité, et l’exploitation des travailleurs, traités comme une main d’œuvre jetable, se donne à voir en plein jour : salaires bloqués et peut-être bientôt baissés, hausse des prix, licenciements massifs, chômage partiel forcé et radiations abusives chez Pôle Emploi, etc. Le salariat, que certains avaient voulu présenter comme un statut acceptable, réformable, se réduit chaque jour un peu plus à ce qu’il est vraiment, un pur rapport d’exploitation.

Notre but est l’abolition du travail salarié et du mode de production capitaliste. Que le capitalisme soit en crise ou non ne change au fond rien à l’affaire. Dans la situation de crise que nous traversons, la nature transitoire et instable des statuts que les travailleurs de certaines zones du globe peuvent tenter de négocier dans telle ou telle période historique apparaît plus clairement. Le rôle des révolutionnaires dans une telle période est de rappeler que les travailleurs ne peuvent pas faire de la défense de leurs droits locaux et précaires leur seul objectif politique. L’objectif politique des travailleurs est l’abolition du salariat, et cela passe par la remise en cause du système capitaliste et des États qui en assurent la gestion et la défense.
Il n’y a pas de réformisme possible, pas de solution nationale, toutes ces tentatives ont soit échoué, soit créé des monstres qui se sont retournés contre les travailleurs, au Nord comme au Sud : « social-démocratie »» mitterrandienne, capitalismes d’État, nationalismes... Tout ce qui s’est fait depuis un siècle au nom des travailleurs à l’intérieur des cadres nationaux a abouti à la mise en place de nouvelles classes d’exploiteurs, ou de nouveaux fondés de pouvoir du capital.

Nous sommes luxemburgistes, nous voulons dire par là que nous sommes particulièrement attachés à la démocratie dans le mouvement ouvrier. Démocratie, parce que la lutte politique a besoin de pluralité, de débat pour être vivante et concrète. Et démocratie également parce que l’émancipation des travailleurs ne peut être que l’œuvre des travailleurs eux-mêmes, il s’agit de l’exercice d’un pouvoir à la base, dans l’atelier, l’entreprise, le quartier ou l’école. Le pouvoir des travailleurs, ce ne peut pas être le pouvoir d’un parti qui se dit le représentant des travailleurs. On se fait représenter lorsque l’on est absent, et les travailleurs n’ont pas besoin de se faire représenter pour exercer leur pouvoir. Bien au contraire, tous les exemples historiques montrent que les partis qui se sont accaparé le pouvoir tout en se réclamant des travailleurs ont rapidement établi le pouvoir du parti sur la société, contre les travailleurs, ou bien ils ont docilement participé au pouvoir des capitalistes en enrégimentant les travailleurs pour leur compte, comme le PCF.

Ces questions sur l'organisation des travailleurs, la forme de leur lutte et les objectifs réels de celle-ci sont complètement absentes des débats publics aujourd'hui.
Pourtant, les luttes ponctuelles créent des espaces de démocratie sociale, en particulier les Assemblées Générales démocratiques et souveraines. La pérennisation, l'extension et la coordination de ces structures auto-organisées de lutte à la base, constituent selon nous un objectif essentiel pour la victoire de la révolution sociale.

La question n'est pas d'écrire des programmes qui rivaliseraient d'audace, mais de créer les conditions d'un débat large dans la société autour des fausses évidences qui structurent l'idéologie de l'époque. Critiquer le salariat, la propriété privée des moyens de production comme celle des logements, non pas en avançant des mots d'ordre plus poussés que ceux des réformistes, mais en attaquant la légitimité même de ces institutions. Dénoncer l'élection d'un monarque et de sa cour pour un CDD de cinq ans, remettre en question ces mandats non-contraignants attribués à des professionnels parfois même héritiers, tout cela doit être l'activité permanente des révolutionnaires.



Il ne s'agit pas de se cantonner dans un rôle strictement défensif : s'il est évident que le rôle des révolutionnaires est d'agir en tant que travailleurs au sein des luttes sociales, d'animer la vie syndicale et de déborder les bureaucrates installés dans la co-gestion en participant activement aux mouvements défensifs et revendicatifs, il est selon nous tout aussi évident que notre rôle primordial est de remettre en question radicalement les institutions, le cadre même de l'exploitation.
Un nombre de plus en plus important de travailleurs, de précaires, de chômeurs et de jeunes rejette le mode de production capitaliste tel qu'il se montre au naturel dans la crise. Il existe donc un espace pour lancer le débat sur le fond : sur le capitalisme, la démocratie sociale, l'abolition des États et des frontières, l'internationalisme. Nous pensons que c'est cela, la lutte pour le socialisme, la démocratie communiste en mouvement.

Tract diffusé par Démocratie Communiste en avril et mai 2012.

* * *

Jacques Rancière : "L'élection, ce n'est pas la démocratie"

Le Nouvel Observateur : *L'élection présidentielle est généralement présentée comme le point culminant de la vie démocratique française. Ce n'est pas votre avis. Pourquoi ?*

Jacques Rancière : Dans son principe, comme dans son origine historique, la représentation est le contraire de la démocratie. La démocratie est fondée sur l'idée d'une compétence égale de tous. Et son mode normal de désignation est le tirage au sort, tel qu'il se pratiquait à Athènes, afin d'empêcher l'accaparement du pouvoir par ceux qui le désirent.

La représentation, elle, est un principe oligarchique : ceux qui sont ainsi associés au pouvoir représentent non pas une population mais le statut ou la compétence qui fondent leur autorité sur cette population: la naissance, la richesse, le savoir ou autres.
Notre système électoral est un compromis historique entre pouvoir oligarchique et pouvoir de tous: les représentants des puissances établies sont devenus les représentants du peuple, mais, inversement, le peuple démocratique délègue son pouvoir à une classe politique créditée d'une connaissance particulière des affaires communes et de l'exercice du pouvoir. Les types d'élection et les circonstances font pencher plus ou moins la balance entre les deux.
L'élection d'un président comme incarnation directe du peuple a été inventée en 1848 contre le peuple des barricades et des clubs populaires et réinventée par de Gaulle pour donner un « guide » à un peuple trop turbulent. Loin d'être le couronnement de la vie démocratique, elle est le point extrême de la dépossession électorale du pouvoir populaire au profit des représentants d'une classe de politiciens dont les fractions opposées partagent tour à tour le pouvoir des « compétents ».

Lorsque François Hollande promet d'être un président « normal », lorsque Nicolas Sarkozy se propose de « rendre la parole au peuple », ne prennent-ils pas acte des insuffisances du système représentatif ?

Un président « normal » dans la Ve République, c'est un président qui concentre un nombre anormal de pouvoirs. Hollande sera peut-être un président modeste. Mais il sera l'incarnation suprême d'un pouvoir du peuple, légitimé pour appliquer les programmes définis par des petits groupes d'experts « compétents » et une Internationale de banquiers et de chefs d'Etat représentant les intérêts et la vision du monde des puissances financières dominantes.
Quant à Nicolas Sarkozy, sa déclaration est franchement comique : par principe, la fonction présidentielle est celle qui rend inutile la parole du peuple, puisque celui-ci n'a qu'à choisir silencieusement, une fois tous les cinq ans, celui qui va parler à sa place.

Mettez-vous la campagne de Jean-Luc Mélenchon dans le même sac ?

L'opération Mélenchon consiste à occuper une position marginale qui est liée à la logique du système : celle du parti qui est à la fois dedans et dehors. Cette position a été longtemps celle du Parti communiste. Le Front national s'en était emparé, et Mélenchon essaie de la reprendre à son tour. Mais dans le cas du PCF cette position s'appuyait sur un système effectif de contre-pouvoirs lui permettant d'avoir un agenda distinct des rendez-vous électoraux.
Chez Mélenchon, comme chez Le Pen, il ne s'agit que d'exploiter cette position dans le cadre du jeu électoral de l'opinion. Honnêtement, je ne pense pas qu'il y ait grand-chose à en attendre. Une vraie campagne de gauche serait une dénonciation de la fonction présidentielle elle-même. Et une gauche radicale, cela suppose la création d'un espace autonome, avec des institutions et des formes de discussion et d'action non dépendantes des agendas officiels.

Les commentateurs politiques rapprochent volontiers Marine Le Pen et Jean-Luc Mélenchon en les accusant de populisme. Le parallélisme est-il fondé ?

La notion de populisme est faite pour amalgamer toutes les formes de politique qui s'opposent au pouvoir des compétences autoproclamées et pour ramener ces résistances à une même image: celle du peuple arriéré et ignorant, voire haineux et brutal. On invoque les pogroms, les grandes démonstrations nazies et la psychologie des foules à la Gustave Le Bon pour identifier pouvoir du peuple et déchaînement d'une meute raciste et xénophobe.
Mais où voit-on aujourd'hui des masses en colère détruire des commerces maghrébins ou pourchasser des Noirs ? S'il existe une xénophobie en France, elle ne vient pas du peuple, mais bien de l'Etat lorsqu'il s'acharne à mettre les étrangers en situation de précarité. Nous avons affaire à un racisme d'en haut.

Il n'y a donc pas de dimension démocratique dans les élections générales qui scandent la vie des sociétés modernes ?

Le suffrage universel est un compromis entre les principes oligarchique et démocratique. Nos régimes oligarchiques ont malgré tout besoin d'une justification égalitaire. Fût-elle minimale, cette reconnaissance du pouvoir de tous fait que, parfois, le suffrage aboutit à des décisions qui vont à l'encontre de la logique des compétents.
En 2005, le Traité constitutionnel européen fut lu, commenté, analysé; une culture juridique partagée s'est déployée sur internet, les incompétents ont affirmé une certaine compétence et le texte a été rejeté. Mais on sait ce qu'il advint ! Finalement, le traité a été ratifié sans être soumis au peuple, au nom de l'argument: l'Europe est une affaire pour les gens compétents dont on ne saurait confer la destinée aux aléas du suffrage universel.

Où se situe alors l'espace possible d'une « politique » au sens où vous l'entendez ?

L'acte politique fondamental, c'est la manifestation du pouvoir de ceux qui n'ont aucun titre à exercer le pouvoir. Ces derniers temps, le mouvement des « indignés » et l'occupation de Wall Street en ont été, après le « printemps arabe », les exemples les plus intéressants.
Ces mouvements ont rappelé que la démocratie est vivante lorsqu'elle invente ses propres formes d'expression et qu'elle rassemble matériellement un peuple qui n'est plus découpé en opinions, groupes sociaux ou corporations, mais qui est le peuple de tout le monde et de n'importe qui. Là se trouve la différence entre la gestion - qui organise des rapports sociaux où chacun est à sa place - et la politique - qui reconfigure la distribution des places.
C'est pourquoi l'acte politique s'accompagne toujours de l'occupation d'un espace que l'on détourne de sa fonction sociale pour en faire un lieu politique: hier l'université ou l'usine, aujourd'hui la rue, la place ou le parvis. Bien sûr ces mouvements n'ont pas été jusqu'à donner à cette autonomie populaire des formes politiques capables de durer: des formes de vie, d'organisation et de pensée en rupture avec l'ordre dominant. Retrouver la confiance en une telle capacité est une œuvre de longue haleine.

Irez-vous voter ?

Je ne suis pas de ceux qui disent que l'élection n'est qu'un simulacre et qu'il ne faut jamais voter. Il y a des circonstances où cela a un sens de réaffirmer ce pouvoir « formel ». Mais l'élection présidentielle est la forme extrême de la confiscation du pouvoir du peuple en son propre nom. Et j'appartiens à une génération née à la politique au temps de Guy Mollet et pour qui l'histoire de la gauche est celle d'une trahison perpétuelle. Alors non, je ne crois pas que j'irai voter.

Propos recueillis par Eric Aeschimann, *Le Nouvel observateur*, 19 avril 2012.

* * *

Pierre Clastres, l'anthropologie politique

Pierre Clastres (1934-1977), anthropologue et ethnologue, est notamment l'auteur de la *Chronique des Indiens Guayaki* (1972) et de *La Société contre l'État* (1974). Il a été influencé par la revue et le groupe *Socialisme ou barbarie*. Nous reproduisons ci-dessous quelques extraits choisis d'un entretien paru dans le n° 9 de la revue *L'Anti-Mythes* en 1975, qui nous semble apporter des éléments de réflexion originaux sur la question de l'État et du pouvoir. Clastres pense ces questions comme à l'envers du « marxisme » traditionnel, et justement ce qu'il avance permet peut-être de renverser certaines « évidences de géomètres » et d'envisager différemment l'histoire et la pratique politique.

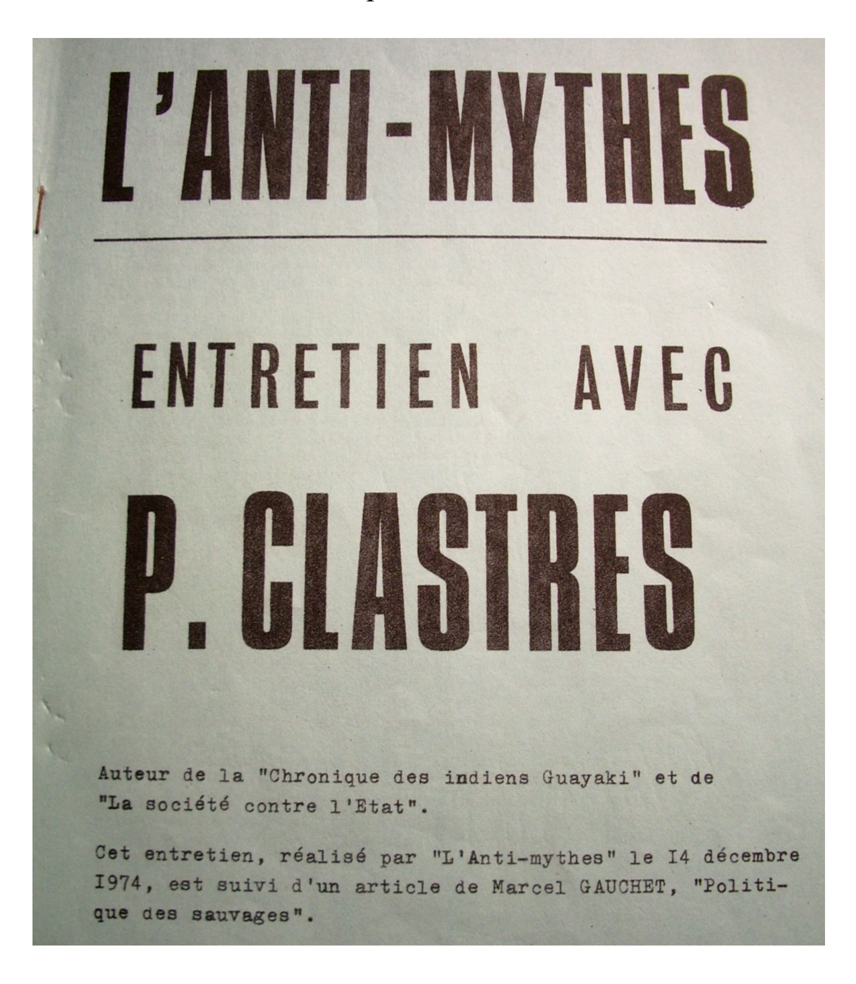
Question : *Tu ne renvoies pas seulement à la société primitive ; ton interrogation sur le pouvoir est une interrogation sur notre société. Qu'est-ce qui fonde ta démarche ? Qu'est-ce qui justifie le passage ?*

Le passage, il est impliqué par définition. Je suis ethnologue, c'est-à-dire que je m'occupe des sociétés primitives, plus spécialement de celles d'Amérique du Sud où j'ai fait tous mes travaux de terrain. Alors là, on part d'une distinction qui est interne à l'ethnologie, à l'anthropologie : les sociétés primitives, qu'est-ce que c'est ? Ce sont les sociétés sans état. Forcément parler de sociétés sans état c'est nommer en même temps les autres, c'est-à-dire les sociétés à état. Où est le problème ? De quelle manière il m'intéresse, et pourquoi j'essaie de réfléchir là-dessus ? C'est que je me demande pourquoi les sociétés sans état sont des sociétés sans état et alors il me semble m'apercevoir que si les sociétés primitives sont des sociétés sans état c'est parce qu'elles sont des sociétés de refus de l'état, des sociétés contre l'état.

L'absence de l'état dans les sociétés primitives ce n'est pas un manque, ce n'est pas parce qu'elles sont l'enfance de l'humanité et qu'elles sont incomplètes, ou qu'elles ne sont pas assez grandes, qu'elles ne sont pas adultes, majeures, c'est bel et bien parce qu'elles refusent l'état au sens large, l'état défini comme dans sa figure minimale qui est la relation de pouvoir. Par là même parler des sociétés sans état ou des sociétés contre l'état, c'est parler des sociétés à état, forcément : le passage, il n'y en a même pas, ou il est d'avance possible ; et la question qui s'enracine dans le passage, c'est : d'où sort l'état, quelle est l'origine de l'état ? Mais c'est tout de même deux questions séparées :

- comment les sociétés primitives font-elles pour ne pas avoir l'état ?
- d'où sort l'état ?

[…] Et, là, d'ailleurs très vite on rencontre la question du marxisme.


L'ANTI-MYTHES

ENTRETIEN AVEC

P. CLASTRES

Auteur de la "Chronique des indiens Guayaki" et de "La société contre l'Etat".

Cet entretien, réalisé par "L'Anti-mythes" le I4 décembre I974, est suivi d'un article de Marcel GAUCHET, "Politique des sauvages".

Question : *Est-ce que tu pourrais préciser ? Quels sont tes rapports avec les ethnologues marxisants ?*

Mes rapports avec ceux de mes collègues qui sont marxistes sont marqués par un désaccord au niveau de ce qu'on fait, au niveau de ce qu'on écrit, pas forcément au niveau personnel. La plupart des marxistes sont orthodoxes, je dis la plupart parce qu'il y en a qui ne le sont pas, heureusement ; mais ceux qui sont orthodoxes, ils s'en tiennent beaucoup plus à la lettre qu'à l'esprit. Alors la théorie de l'état, dans ce sens-là, qu'est-ce que c'est ? C'est une conception instrumentale de l'état, c'est-à-dire que l'état c'est l'instrument de la domination, de la classe dominante sur les autres ; à la fois dans la logique et dans la chronologie, l'état vient après, une fois que la société est divisée en classes, qu'il y a des riches et des pauvres, des exploiteurs et des exploités ; l'état c'est l'instrument des riches pour mieux exploiter et mystifier les pauvres et les exploités. À partir de recherches et de réflexions qui ne quittent pas le terrain de la société primitive, de la société sans état, il me semble que c'est le contraire, ce n'est pas la division en groupes sociaux opposés, ce n'est pas la division en riches et pauvres, en exploiteurs et exploités, la première division, et celle qui fonde en fin de compte toutes les autres, c'est la division entre ceux qui commandent et ceux qui obéissent, c'est-à-dire l'état, parce que fondamentalement c'est ça, c'est la division de la société entre ceux qui ont le pouvoir et ceux qui subissent le pouvoir.

Une fois qu'il y a ça, c'est-à-dire la relation commandement/obéissance, c'est-à-dire un type ou un groupe de types qui commandent aux autres qui obéissent, tout est possible à ce moment-là ; parce que celui qui commande, qui a le pouvoir, il a le pouvoir de faire faire ce qu'il veut aux autres, puisqu'il devient le pouvoir précisément, il peut leur dire : travaillez pour moi, et à ce moment-là l'homme de pouvoir peut se transformer très facilement en exploiteur, c'est-à-dire en celui qui fait travailler les autres. Mais la question est, que quand on réfléchit sérieusement à la manière dont fonctionnent ces machines sociales que sont les sociétés primitives, on ne voit pas comment ces sociétés-là peuvent se diviser, je veux dire, peuvent se diviser en riches et pauvres. On ne voit pas parce que tout fonctionne pour empêcher cela précisément. Par contre on voit beaucoup mieux, on comprend beaucoup mieux, enfin plusieurs questions obscures se clarifient, à mon avis, si on pose d'abord l'antériorité de la relation de pouvoir.
C'est pourquoi il me semble que pour y voir plus clair dans ces questions il faut carrément renverser la théorie marxiste de l'origine de l'état – c'est un point énorme et précis en même temps – et il me semble que loin que l'état soit l'instrument de domination d'une classe, donc ce qui vient après une division antérieure de la société, c'est au contraire l'état qui engendre les classes. Cela peut se démontrer à partir d'exemples de sociétés à état non-occidentales, je pense particulièrement à l'état Inca dans les Andes. Mais on pourrait prendre aussi bien d'autres exemples parfaitement occidentaux, et puis même un exemple très contemporain : c'est l'URSS.

Naturellement je simplifie, je ne suis pas russologue ni kremlinologue... mais enfin si on regarde massivement, vu d'un peu loin, mais pas de très loin : la révolution de 17, qu'est-ce qu'elle a fait ?
Elle a supprimé les relations de classe, tout simplement en supprimant une classe : les exploiteurs, les bourgeois, les grands propriétaires, l'aristocratie et l'appareil d'état qui marchait avec tout ce qui était la monarchie, ce qui fait qu'il n'est resté qu'une société dont on pourrait dire qu'elle n'était plus divisée puisque l'un des termes de la division avait été éliminé, il est resté une société non divisée et par là-dessus une machine étatique (le parti aidant) détenant le pouvoir au bénéfice du peuple travailleur, des ouvriers et des paysans. Bon. Qu'est-ce que c'est que l'URSS actuelle ? Sauf si on est militant du parti communiste, auquel cas l'URSS c'est le socialisme, c'est l'état des travailleurs, etc., si on n'est pas dans la théologie et le catéchisme, si on n'est pas dans l'aveuglement et tout ce qu'on veut, l'URSS qu'est-ce que c'est ? C'est une société de classes, je ne vois pas pourquoi hésiter à utiliser ce vocabulaire, c'est une société de classes et une société de classes qui s'est constituée purement à partir de l'appareil d'état.
Il me semble qu'on voit bien là la généalogie des classes, c'est-à-dire des riches et des pauvres, des exploiteurs et des exploités, c'est-à-dire cette division-là, cette division économique de la société à partir de l'existence de l'appareil d'état.

L'état soviétique, centré sur le parti communiste, a engendré une société de classes, une nouvelle bourgeoisie russe qui n'est certainement pas moins féroce que la plus féroce des bourgeoisies européennes au XIX[ème] siècle, par exemple. […]

Ce n'est pas du tout l'existence du travail aliéné qui engendre l'état mais je pense que c'est exactement le contraire : c'est à partir du pouvoir, de la détention du pouvoir que s'engendre le travail aliéné ; le travail aliéné qu'est-ce que c'est ? "Je travaille non pour moi, mais je travaille pour les autres" ou plutôt, "je travaille un peu pour moi et beaucoup pour les autres". Celui qui a le pouvoir, il peut dire aux autres : "Vous allez travailler pour moi". Et alors apparaît le travail aliéné ! La première forme et la forme la plus universelle du travail aliéné étant l'obligation de payer le tribut. Car si je dis "c'est moi qui ai le pouvoir et c'est vous qui le subissez", il faut que je le prouve ; et je le prouve en vous obligeant à payer le tribut, c'est-à-dire à détourner une partie de votre activité à mon profit exclusif. De par là même, je ne suis pas seulement celui qui a le pouvoir, mais celui qui exploite les autres ; et il n'y a pas de machine étatique sans cette institution qui s'appelle le tribut. Le premier acte de l'homme de pouvoir, c'est exiger tribut, paiement de tribut de ceux sur qui il exerce le pouvoir.

Alors, vous me direz: "pourquoi obéissent-ils? Pourquoi payent-ils le tribut?". Ça, c'est la question de l'origine de l'état, justement. Je ne sais pas très bien, mais il y a dans la relation de pouvoir quelque chose qui n'est pas seulement de l'ordre de la violence. Ce serait trop facile, parce que ça résoudrait le problème tout de suite ! Pourquoi y a-t-il l'état ? Parce qu'à un moment donné, ici ou là, un type ou un groupe de types disent : "Nous avons le pouvoir et vous allez obéir". Mais là, deux choses peuvent se passer : ou bien ceux qui entendent ce discours disent "oui, c'est vrai, vous avez le pouvoir et on va obéir" ou bien "non, non, vous n'avez pas le pouvoir et la preuve, c'est qu'on ne va pas vous obéir" et ils pourront traiter les autres de fous ou on va les tuer. Ou bien on obéit, ou bien on n'obéit pas ; et il faut bien qu'il y ait eu cette reconnaissance du pouvoir, puisque l'état est apparu ici et là dans diverses sociétés. En fait, la question de l'origine de cette relation de pouvoir, de l'origine de l'état, à mon avis, se dédouble, au sens où il y a une question du haut et une question du bas :
- la question du haut, c'est : qu'est-ce qui fait que, quelque part, à un moment donné, un type dise : "c'est moi le chef et vous allez m'obéir" ? C'est la question du sommet de la pyramide.
- la question du bas, de la base de la pyramide, c'est : pourquoi les gens acceptent-ils d'obéir, alors que ce n'est pas un type ou un groupe de types qui détient une force, une capacité de violence suffisante pour faire régner la terreur sur tout le monde. Donc il y a autre chose ; cette acceptation de l'obéissance renvoie à autre chose. Je ne sais pas trop ce que c'est ; je suis un chercheur... donc je cherche. Mais tout ce qu'on peut dire pour le moment, il me semble, c'est que :
1) la question est pertinente,
2) la réponse n'est pas évidente.

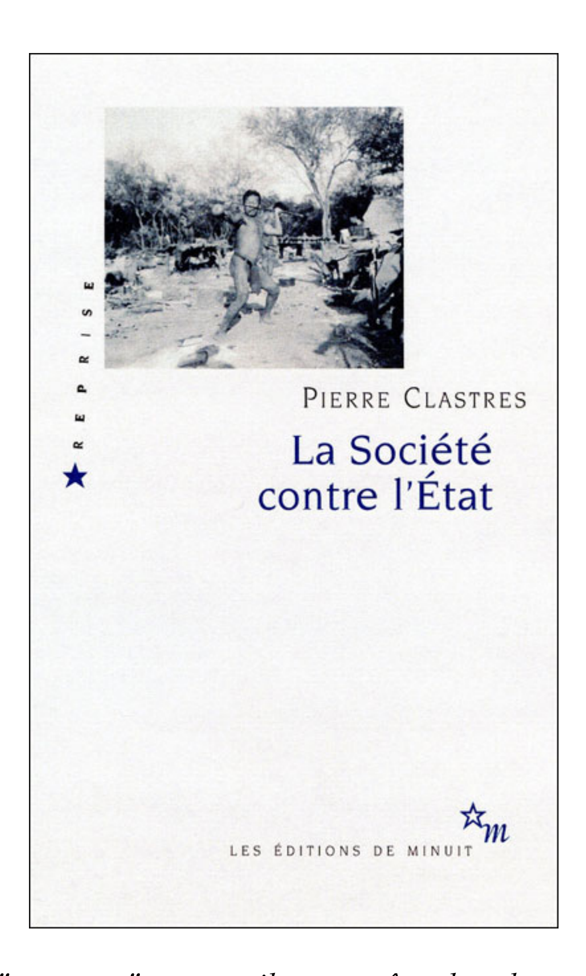
Mais on ne peut pas faire l'économie de la question du bas, c'est-à-dire pourquoi les gens acceptent-ils d'obéir, si l'on veut réfléchir sérieusement à la question de l'origine de la relation de pouvoir, à la question de l'origine de l'état.

Question : *C'était déjà là les deux questions que posait Rousseau au début du* Contrat social*, quand il disait : jamais un homme ne sera suffisamment fort pour être toujours le plus fort, et pourtant il y a état ; sur quoi fonder alors le pouvoir politique ? J'ai eu l'impression, en lisant* La Société contre l'État*, qu'il y avait une analogie entre ta démarche et celle de Rousseau, avec un point d'ancrage très significatif : la référence à des petites sociétés (je pense aux références de Rousseau à Genève, à la Corse, aux petites vallées suisses), une telle recherche débouchant sur la question de l'origine du pouvoir politique.*

Ce n'est pas une recherche. C'est ce que m'apprennent les sociétés primitives... Là, on se déplace un petit peu, mais en fait on est toujours dans le même champ. À quelle condition une société peut-elle être sans état ? Une des conditions est que la société soit petite. Par ce biais là, je rejoins ce que tu viens de dire à propos de Rousseau. C'est vrai, les sociétés primitives ont ceci en commun qu'elles

sont petites, je veux dire démographiquement, territorialement ; et ça, c'est une condition fondamentale pour qu'il n'y ait pas apparition d'un pouvoir séparé dans ces sociétés. À ce point de vue là, on pourrait opposer terme à terme les sociétés primitives sans état et les sociétés à état : les sociétés primitives sont du côté du petit, du limité, du réduit, de la scission permanente, du côté du multiple, tandis que les sociétés à Etat sont exactement du côté du contraire ; elles sont du côté de la croissance, du côté de l'intégration, du côté de l'unification, du côté de l'un. Les sociétés primitives, ce sont des sociétés du multiple ; les sociétés non-primitives, à état, ce sont des sociétés de l'un. L'état, c'est le triomphe de l'un.

Tu viens d'évoquer Rousseau ; on pourrait en évoquer un autre, qui s'est posé la question fondamentale, celle que je posais il y a un instant, à savoir ce que j'appelais la question du bas : pourquoi les gens obéissent-ils, alors qu'ils sont infiniment plus forts et plus nombreux que celui qui commande ? C'est une question mystérieuse, en tout cas pertinente, et celui qui se l'est posée il y a très longtemps et avec une netteté parfaite, c'était La Boétie dans le *Discours sur la servitude volontaire*. C'est une vieille question, mais ce n'est pas parce que c'est une vieille question qu'elle est dépassée. Je ne pense pas qu'elle est du tout dépassée ; au contraire il est temps de revenir à cette question là, c'est-à-dire sortir un peu du marécage "marxiste", qui rabat l'être de la société sur, parlons massivement, l'économique, alors que peut-être il est plutôt dans le politique.
[…]



Question : *Mais les "sauvages" peuvent-ils apparaître dans la société ?*

Si tu entends par "sauvages" les gens dont on a parlé jusqu'ici, c'est-à-dire des gens qui disent "à bas les chefs !", il y en a toujours eu ! Simplement, cela devient de moins en moins facile de dire ça. Ou plutôt, enfin à mon avis, le destin des états actuels, sous lesquels nous vivons, c'est d'être de plus en plus étatiques, si je peux dire.
[…]

La machine étatique va aboutir à une espèce de fascisme, pas un fascisme de parti, mais un fascisme intérieur.
Quand je disais la machine étatique, il ne s'agissait pas seulement de l'appareil d'état (le gouvernement, l'appareil central d'état). Il y a des sous-machines, qui sont de véritables machines d'état et de pouvoir, et qui fonctionnent, en dépit parfois des apparences, en harmonie avec cette machine centrale d'état. Je pense aux partis et aux syndicats, principalement au PC et à la CGT. Il faut analyser le PC et la CGT (je quitte un peu mon terrain, car on n'est plus chez les sauvages) ; il faut les analyser comme des organes très importants de la méga-machine étatique. Je veux dire par là que la société, telle qu'elle est actuellement, aurait le plus grand mal à fonctionner, s'il n'y avait pas ce fantastique relais de pouvoir et de colmatage, qui peut aller même jusqu'à l'abus de pouvoir, que constitue l'appareil du PC et de la CGT ; il ne faut pas les séparer : ce sont des formations produites par la même société et, en fait, il y a une profonde complicité de structure ; je ne veux pas dire qu'ils se téléphonent le soir pour se demander : "Alors, comment ça a été aujourd'hui ?" ; il y a une profonde complicité de structure entre Marchais et Séguy et les princes qui nous gouvernent. C'est évident. Et après tout, le parti, quel qu'il soit, que veut-il ? Il veut occuper le pouvoir ; il est déjà prêt à prendre la machine en mains.
[…]

* * *



Manifestation en Espagne le 29 mars 2012.

* * *



Manifestation du 1er mai 2012 au Pakistan.

*   *   *

« La réduction du temps de travail est la première condition pour améliorer la vie des travailleurs »
(Rosa Luxemburg)

« la lutte pour la gratuité libérera le monde du totalitarisme économique »
(Raoul Vaneigem)

Critique Sociale n° 21, mai 2012

Bulletin d'informations et d'analyses pour la conquête de la démocratie et de l'égalité

Notre but est de contribuer à l'information et à l'analyse concernant les luttes sociales et les mouvements révolutionnaires dans le monde. Nous nous inspirons du « marxisme », en particulier du « luxemburgisme », certainement pas comme des dogmes (qu'ils ne sont en réalité nullement), mais comme des outils contribuant au libre exercice de l'esprit critique, à l'analyse de la société, et à la compréhension de sa nécessaire transformation par l'immense majorité. Nous combattons le système capitaliste et toutes les formes d'oppression (sociales, politiques, économiques, de genre). Nous militons pour que « l'émancipation des travailleurs soit l'œuvre des travailleurs eux-mêmes », pour une société démocratique, libre, égalitaire et solidaire : une société socialiste, au véritable sens du terme.

www.critique-sociale.info   contact@critique-sociale.info

Pour s'abonner à ce bulletin, envoyez un mail à : critiquesociale-subscribe@yahoogroupes.fr

Démocratie - Liberté - Egalité - Solidarité / Democracy - Freedom - Equality - Solidarity
Democracia - Libertad - Igualdad - Solidaridad / Demokratie - Freiheit - Gleichheit - Solidarität
Democrazia - Libertà - Uguaglianza - Solidarietà / Demokrácia - Szabadság - Egyenlõség – Osszetartás